Collège d'autorisation et de contrôle

Décision du 12 février 2015

(Contrôle annuel 2013)

- 1 En cause de l'ASBL Impact FM pour le service Phare FM, dont le siège est établi Rue des résistants, 58 à 7030 Saint Symphorien ;
- 2 Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, et en particulier ses articles 136 §1er, 12° et 159 à 163 ;
- 3 Vu le rapport d'instruction établi par le Secrétariat d'instruction du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;
- 4 Vu le grief notifié à l'ASBL Impact FM pour le service Phare FM par lettre recommandée à la poste le 9 décembre 2014 :

« de ne pas rendre publiques les informations de base la concernant, en contravention à l'article 6 du décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels et à l'arrêté du 3 décembre 2004 relatif à la transparence des éditeurs de services de radiodiffusion » ;

- 5 Vu l'absence de représentants de l'ASBL Impact FM à la séance du 15 janvier 2015 à laquelle l'éditeur avait pourtant été invité conformément à l'article 44 du règlement d'ordre intérieur du Collège d'autorisation et de contrôle du CSA ;

1. Exposé des faits

- 6 Selon l'article 6 du décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels (ci-après « le décret ») :

« La RTBF et les éditeurs de services autorisés en vertu du présent décret rendent publique les informations de base les concernant pour permettre au public de se faire une opinion sur la valeur à accorder aux informations et aux opinions diffusées dans les programmes des services de radiodiffusion visés par le présent décret. Le Gouvernement arrête la liste des informations de base ainsi que les modes de diffusion assurant un accès facile, direct et permanent à celle-ci ».

- 7 Par arrêté du 3 décembre 2004, le Gouvernement a fixé cette liste.
- 8 Plusieurs vérifications effectuées en 2013 ont fait apparaître l'absence de respect de ces dispositions par l'éditeur. En matière de publication des données de

transparence, il a été constaté que l'éditeur utilise deux sites internet, un pour le service radiophonique « Phare FM » (<http://www.pharefm.be/>) qui ne présente aucune donnée de transparence ni page de mentions légales, aucun lien ne pointe vers le second site.

- 9 Le second site est dédié à l'ASBL Impact FM (www.impactfm.be), où figurent des données chiffrées qui ne sont pas datées. Il est donc impossible de vérifier qu'il s'agit du bilan de l'exercice 2013.
- 10 Questionné à ce sujet, l'éditeur n'a pas donné suite au courrier.
- 11 En conclusion, ni le site du service, ni le site de l'éditeur ne permettent de répondre entièrement à l'obligation de publication de données de transparence.
- 12 Dans son avis du 23 octobre 2014, le Collège d'autorisation et de contrôle n'a pu que constater le manquement au respect de l'obligation de transparence.

2. Argumentaire de l'éditeur de services

- 13 Questionné au sujet des informations manquantes, l'éditeur n'a pas donné suite au courrier.
- 14 Aucun représentant de l'ASBL Impact FM ne s'est présenté à la séance du 15 janvier 2015 tenue par le Collège.
- 15 Aucune explication n'a été donnée par l'ASBL Impact FM quant aux raisons de cette absence avant l'audition.
- 16 Par un appel téléphonique du 26 janvier 2015, l'éditeur a fait part de l'absence de son représentant le jour de l'audition pour raisons médicales. Il a été conseillé par les services du CSA afin de régulariser sa situation pour le prochain contrôle annuel.

3. Décision du Collège d'autorisation et de contrôle

- 17 Selon l'article 159, §1^{er}, du décret :

« Lorsqu'il constate une violation aux lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel, notamment ceux visés à l'article 135, §1er, 5° approuvés par le Gouvernement, ou un manquement aux obligations découlant d'une convention conclue entre la Communauté française et un éditeur de services ou un distributeur de services, du contrat de gestion de la RTBF, de la convention conclue entre le Gouvernement et chacune des télévisions locales ainsi que

d'engagements pris dans le cadre de la réponse à un appel d'offres visé par le présent décret, ou la non-exécution d'une sanction visée ci-dessous, le Collège d'autorisation et de contrôle peut, dans le respect de la procédure visée à l'article 161, prononcer une des sanctions suivantes (...) ».

18 Le Collège constate que l'ASBL Impact FM pour le service Phare FM n'a pas pris les mesures destinées à se conformer à l'article 6 du décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels et son arrêté d'application du 3 décembre 2004 relatif à la transparence des éditeurs de services de radiodiffusion.

19 Le grief est dès lors établi.

20 En conséquence, après avoir en avoir délibéré et en application de l'article 159, §1^{er}, 1° du décret, le Collège d'autorisation et de contrôle, statuant par défaut, adresse à l'ASBL Impact FM un avertissement.

Fait à Bruxelles, le 12 février 2015.